

L'ARGENTINE : AMPLEUR ET LIMITES D'UNE « CROISSANCE À LA CHINOISE »

Pierre Salama

Une plaisanterie court en Argentine. Elle concerne les économistes et plus particulièrement ceux qui travaillent pour les institutions nationales bancaires et financières. Elle est courte et féroce : « Les économistes de la City ont prévu, ces dernières années, huit récessions sur trois... » Comme le rappelle avec humour F. Krakowiak, dans *Clarín* du 11.12.2005, en 2002, ils ont pronostiqué un dollar à 20 pesos, une hyperinflation, la fermeture des banques ; en 2003, obligés de constater la croissance, ils l'ont réduite à un simple « sursaut », c'est-à-dire à une reprise temporaire, en raison du manque de crédits, de l'insécurité juridique, du gel des tarifs sur les services publics ; en 2004, la persistance de la croissance était relativisée en raison du manque de ressources énergétiques, de la faiblesse des investissements, de l'incertitude provoquée par les négociations relatives à la dette extérieure. Dernier exemple de l'incapacité de ces experts à appréhender la situation argentine : en 2005, la croissance prévue par ces économistes « sérieux » devait être de 5,8 %, elle a été de 9,1 %, l'excédent de la balance commerciale devait avoisiner les 9,4 milliards de dollars, il a été de 11,5 milliards, les réserves, qui devaient s'élever à 1,6 milliard, atteignent 7 milliards... Paradoxalement, une des évolutions qui posent problème a été sous-estimée : l'inflation, prévue à 7 %, s'est envolée à 12 %, après plus de cinquante mois sans discontinuité d'une « croissance à la chinoise ». Ces quelques exemples sont éloquentes et montrent à l'envi combien il faut se méfier de leurs pronostics, exprimés la plupart du temps dans un jargon suffisamment obscur pour paraître incontestables.

Ce sont souvent ces mêmes économistes qui sont restés aveugles aux signes avant-coureurs de la crise de la fin des années 1990 et de son éclatement au début des années 2000. Alors que penser de ces pronostics ? Plusieurs hypothèses : soit leurs diagnostics sont le reflet d'une « pensée unique » qui voit dans la libéralisation de tous les marchés la « voie royale » en matière d'efficacité et de croissance, et qui ne peut accepter que le libre fonctionnement de ces marchés soit bridé par une intervention de l'État. Soit leurs analyses sont

l'expression d'un asservissement à des intérêts bien précis, à savoir ceux du secteur financier. Présentées comme une menace pour l'avenir du pays si une politique économique orthodoxe n'est pas choisie, ces prévisions catastrophistes sont souvent à l'origine de mouvements spéculatifs et ont pour objectif d'influencer les choix du gouvernement et de l'orienter vers une libéralisation accrue des marchés.

L'objet de cet article est d'abord d'analyser l'évolution de la croissance, celle de la balance commerciale, des investissements, de l'emploi sous toutes ses formes, celle des salaires et des revenus, et de rappeler succinctement les raisons de cette croissance, mais aussi ses limites. Ensuite et surtout, il s'agit ici de souligner un aspect peu connu de cet « envol économique » : il se fait sur la base d'une distribution des revenus particulièrement inique, héritée de la décennie précédente, où les inégalités ne fléchissent que faiblement. Malgré une croissance soutenue, le taux de chômage reste élevé et l'emploi informel, précaire, augmente en pourcentage de l'emploi total et cela malgré le vote de lois sur le travail visant à revenir sur la flexibilité imposée lors de la décennie passée. L'évolution des salaires et des revenus du travail est plus ou moins contenue selon les secteurs et selon que l'emploi est formel ou informel. La pauvreté régresse, certes, et quitte les niveaux astronomiques atteints en 2001-2002, mais son niveau ne baisse pas en proportion de ce que fut sa hausse, ce qui peut paraître surprenant compte tenu de la vigueur et de la stabilité de la croissance. Enfin, alors que les gouvernements du président Kirchner donnent l'impression d'un certain volontarisme, notamment par le gel, ou tout au moins le contrôle, d'un certain nombre de prix¹, la politique budgétaire est loin de s'inspirer du keynésianisme et la politique sociale reste en deçà de celle du président Menem, malgré l'extension des plans « *Jefes* », ce qui est pour le moins surprenant. Cet ensemble de faits caractérise la croissance actuelle à la fois forte et excluante de l'Argentine.

LES SUCCÈS ET LEURS LIMITES

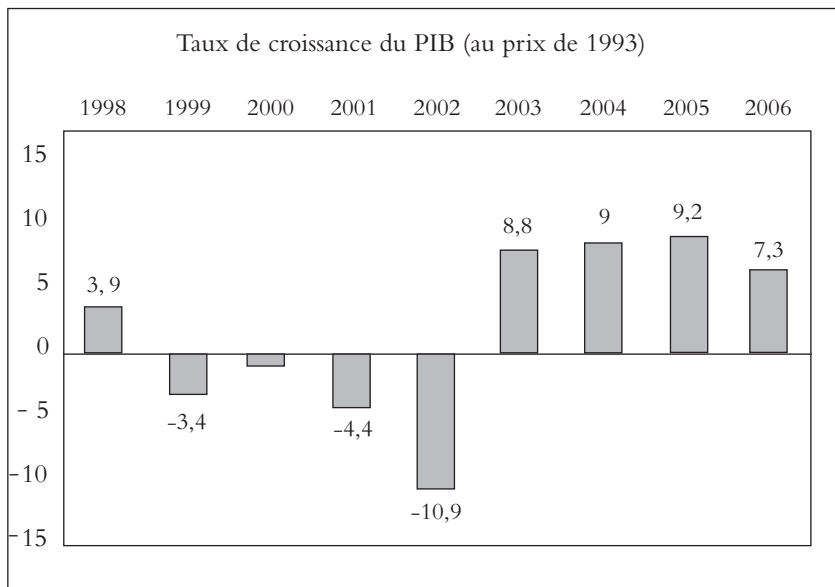
Chronologie de la récession

Les années 1980 sont caractérisées par une profonde crise, une hyperinflation persistante, une montée des inégalités et de la pauvreté. Jusqu'en 1998, les années 1990 sont marquées par une croissance forte entrecoupée d'une crise importante en 1995, le quasi-arrêt de l'inflation, une augmentation considérable des inégalités de revenus (l'Argentine se « latino-américanise », pourrait-on dire). De 1998 à 2002, la période se caractérise par une récession de longue durée qui aboutit à l'éclatement d'une crise sans précédent, l'abandon de la convertibilité, la chute drastique des revenus du travail, la montée des

inégalités et l'augmentation extrêmement importante de la pauvreté (plus de la moitié de la population).

La marginalisation de l'Argentine vient de loin. Alors qu'en 1913 le revenu par tête en Argentine correspondait à 65 % de celui des Britanniques, en 1945 il se situait encore à 60 % pour passer à 39 % en 2001. La comparaison avec le revenu par tête des Espagnols est encore plus édifiante : 393 % en 1913, 290 % en 1945 et 51 % en 2001. Le revenu par tête des Argentins est ainsi passé du quintuple de celui des Espagnols à un peu plus de la moitié²... Mais si elle vient de loin, la marginalisation du pays connaît son point d'orgue en 1976 avec le coup d'État, et durant les années 1998-2002.

La croissance est très élevée depuis 2003, elle est surtout relativement régulière, ce qui la distingue de la volatilité élevée des années 1990³.



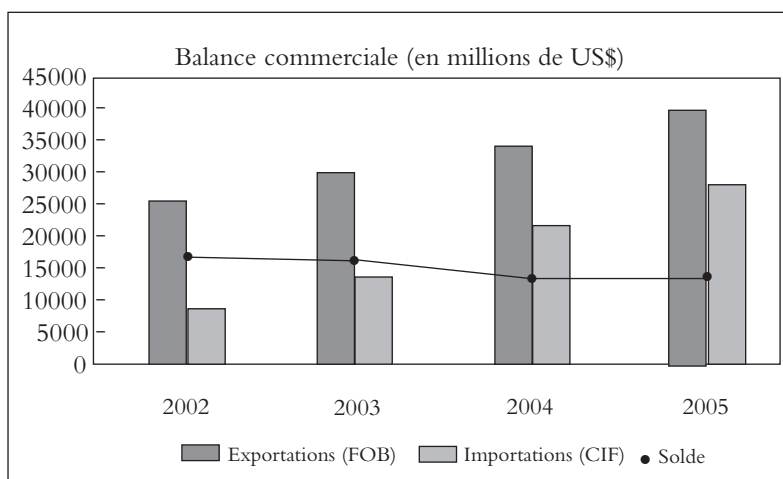
Source : Indec, l'année est une prévision 2006

Les surprises de la croissance

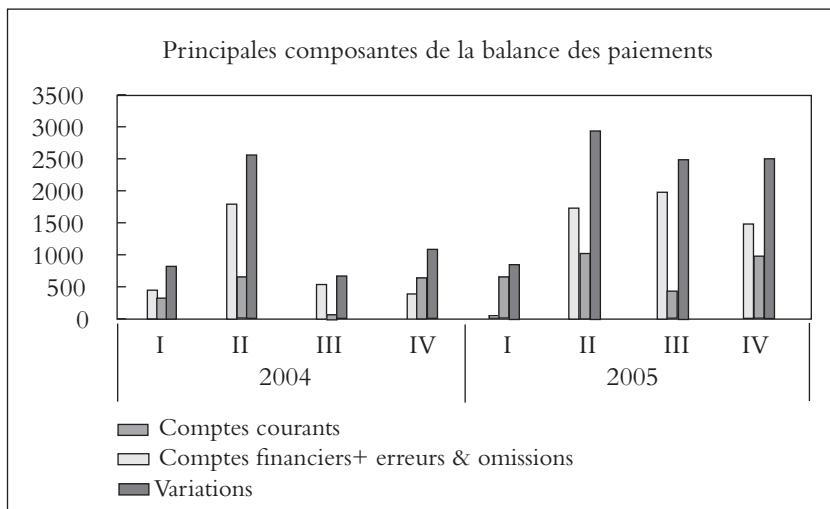
Cette très forte croissance aurait dû provoquer un déficit de la balance commerciale après l'embellie provoquée par la maxi-dévaluation. Or ce n'est pas ce que l'on observe. La balance commerciale reste largement excédentaire, le solde positif se situe entre 1 milliard et 1,5 milliard de dollars chaque mois depuis 2002. En 2005, les exportations s'élèvent à plus de 40 milliards de dollars, en progression de 16 % par rapport à 2004, et les importations à un peu plus de 27 milliards de dollars. Elles sont fortement concentrées sur peu de produits, mais à la différence du Mexique, leurs débouchés se répartissent géographiquement de manière relativement équilibrée.

Contrairement aux idées reçues, l'essor des exportations s'explique peu par la montée des prix des matières premières puisque sur seize branches en progression à l'exportation, deux seulement ont pour origine des prix plus favorables, les quatorze autres présentent des progrès en volume. Contrairement encore aux idées reçues, l'Argentine n'exporte pas seulement des produits primaires. Elle s'est certes profondément « primarisée » durant l'époque ménémiste, mais ses exportations de produits industrialisés (peu ouverts, il est vrai) progressent fortement : 25 % en 2005 contre 10 % pour les produits d'origine agricole, 16 % pour les produits primaires et 13 % pour les combustibles et l'énergie. Il est exact que si sur la période 2002-2005 les exportations croissent de 56 %, 30 % seulement, c'est-à-dire moins du tiers, est composé de produits d'origine industrielle, le reste étant composé de produits primaires (agricoles : 35 % ; primaires stricto sensu : 18 % ; combustibles et énergie : 16 %). L'essor des exportations de produits industriels s'explique par la forte dévaluation du peso, avec l'abandon en catastrophe de la convertibilité, et une amélioration de la compétitivité, elle-même résultat d'une maîtrise des salaires et d'une progression de la productivité.

Le solde de la balance des comptes courants est positif malgré des versements importants d'intérêts au titre de la dette (8, 896 milliards de dollars en 2004 et moins en 2005, suite au « traitement » [la *quita*] de cette dette : 6,28 milliards de dollars), grâce aux profits rapatriés et aux dividendes (1, 940 milliard et 2, 811 milliards respectivement), la balance du compte capital⁴ est également positive et les réserves augmentent⁵.



Source : à partir des données de l'Indec



Source : estimations trimestrielles de la balance des paiements

Au total, la dette publique baisse, ainsi qu'on peut le voir dans le tableau ci-dessous, non seulement en raison des décisions concernant la *quita*, qui conduisent à ne pas payer en l'état la dette contractée⁶, à l'exception de celle relative aux institutions internationales, mais à l'échanger contre différents types de bons, dont certains sont d'ailleurs depuis devenus très attractifs, mais aussi du paiement des intérêts, du remboursement du principal de la dette contractée auprès du Fonds monétaire international.

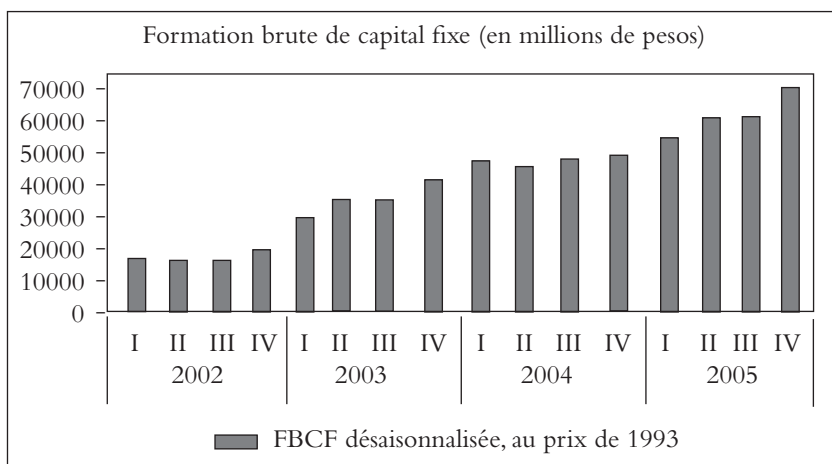
	2001	2002	2003	2004	2005
Dette externe totale en milliards de \$	166,3	158,7	164,6	171,1	140,8**
Dette externe en % du PIB	61,8	154,4*	127,2	111,7	77,4**
Service de la dette externe en % des exportations**	50,4	82,6	69,2	44,6	26,2
Dette externe du secteur public en % PIB	32,7	89,8	81,8	75,7	48,9
Dette externe du secteur privé en % du PIB	29,1	64,6	45,4	36	28,5
Réserves en milliards de \$	14,6	10,5	14,1	18,9	27,2

Source : à partir des données de la BNP et de l'IFI. * cette montée impressionnante de la dette en pourcentage du Pib s'explique par la forte dévaluation (la dette est en dollar, le Pib est converti des pesos en dollars selon le nouveau taux de change) ; ** cette réduction est liée à la « quita » ; *** la baisse observée est due à la croissance des exportations et au gel (*default*) d'une partie du service de la dette.

Des investissements en baisse malgré des profits records

La croissance à fort taux devrait s'expliquer par une formation brute de capital fixe élevé, s'approchant du modèle asiatique. Ce n'est pas ce qu'on observe. La formation brute de capital fixe progresse fortement depuis 2002, certes, année particulièrement catastrophique,

tout en restant à un niveau relativement faible : moins de 22 % du PIB, alors que dans les économies asiatiques elle se situe largement au-dessus de 30 %. L'investissement a augmenté de 21 % en 2005 par rapport à 2004, et cette hausse explique 40 % des 9,1 % de croissance du PIB de 2005. Cependant, malgré des profits-records en 2005, supérieurs à ceux obtenus dans les années 1990, les filiales des groupes étrangers les ont très peu réinvestis⁷. La croissance du PIB à des taux très élevés s'explique pour une part essentielle par l'utilisation de capacités de production oisives⁸, celles-ci diminuant au fur et à mesure, les risques inflationnistes augmentent d'autant, sauf si le taux de formation brute de capital augmente suffisamment. Or celui-ci progresse, mais pas suffisamment pour rendre compatible un fort taux de croissance du PIB et un contrôle du taux d'inflation, sauf si la croissance continue de progresser au même rythme. Alors que 36 % des investisseurs n'ont pas réalisé d'investissements en 2004, ils n'étaient plus que 24 % en 2005. Ceux qui ont augmenté leurs investissements de moins de 10 % sont passés de 39 % à 33 % entre les mêmes dates, à l'inverse, ceux qui les ont augmentés de plus de 10 % sont passés de 24 % à 43 % (*Clarín*, 26 juin 2006).



Source : graphique construit à partir des données de l'Indec et du Mecan

La part consacrée à la construction, bien que régressant légèrement depuis 2002 (68,9 %), reste très élevée au second trimestre de 2006 (62 %). Les achats à l'étranger de biens de capital augmentent fortement en pourcentage du total des importations (16,5 % et 23,6 % respectivement) et davantage en valeur absolue, évidemment.

La croissance forte, l'augmentation importante du taux d'investissement, l'utilisation plus intensive des capacités de production installées expliquent la montée de l'emploi et, ce faisant, la diminution du niveau de pauvreté.

Les fluctuations de l'emploi

Si on fait l'exception des années de crise et qu'on se réfère à celles où la croissance domine dans les années 1990, on observe en effet une élasticité de l'emploi par rapport au PIB relativement faible, soit 0,48 %. Un point de croissance supplémentaire du PIB donnait naissance à peu de créations nettes d'emploi (un peu moins de la moitié) car les techniques de production étaient de plus en plus capitalistiques. L'emploi aurait donc dû croître à un taux modéré à partir de la reprise économique des années 2000. Or ce n'est pas ce qu'on observe, car l'élasticité de l'emploi par rapport au PIB a augmenté. Du deuxième trimestre 2002 au quatrième trimestre de 2004, elle a été en moyenne de 0,95 %, et alors que le PIB augmentait de 24,1 % dans la période, l'emploi total (dont celui provenant de la mise en œuvre des plans « *Jefes* ») connaissait une hausse presque équivalente (22,9 %). L'emploi industriel a connu une forte croissance, mais cette croissance tend à faiblir depuis la fin 2005. Le taux de chômage dans les villes passe de plus de 23 % mi-2002 à 9,7 % fin 2005 et le taux de sous-emploi régresse également, passant de 14,8 % au premier trimestre 2004 à 11,3 % fin 2005. Ces taux baissent donc fortement, malgré une hausse sensible du taux d'emploi, celui-ci passant de 39,9 % au premier trimestre de 2004 à 41,3 % fin 2005. Il est davantage significatif de considérer ce taux d'emploi sans inclure le programme *Jefes* : entre les mêmes dates, il progresse de 36,4 % à 39,9 %, soit plus que le taux d'emploi total.

Les causes de cette évolution sont simples : on sait qu'en général, pour un taux d'utilisation des capacités de production donné, la croissance de l'emploi (la demande de travail des entreprises) dépend du taux de croissance de la productivité du travail (variable jouant négativement) et du taux de croissance de la formation brute de capital fixe (variable jouant positivement)⁹. C'est ce qui explique que la croissance de l'emploi a été modérée dans les années 1990, durant les périodes de croissance, puisque le taux de formation brute de capital fixe a augmenté parallèlement à la croissance de la productivité du travail. La croissance du PIB était peu créatrice d'emplois pour deux raisons : 1. les entreprises optaient pour des combinaisons productives de plus en plus intensives en capital, afin d'augmenter fortement la productivité du travail et résister ainsi à la concurrence internationale rendue plus difficile par la libéralisation du commerce extérieur (baisse très forte des taxes à l'importation et réduction substantielle des subventions) et par la forte appréciation du taux de change réel (alourdissement du coût du travail en dollars) ; 2. le taux de formation brute de capital fixe augmentait, certes, mais insuffisamment pour permettre une forte hausse de l'emploi. Avec la reprise de 2002, une des conditions de cette équation change, comme nous l'avons vu : la croissance de la productivité

du travail ne provient pas tant de l'utilisation d'équipements de plus en plus modernes, intégrant le progrès technique le plus récent, que de l'utilisation des capacités de production oisives. Dès lors, pour un taux de croissance nul de l'investissement, l'utilisation plus importante des équipements existants produit des emplois. Or, le taux d'investissement a également augmenté : ses effets positifs sur l'emploi s'ajoutent à ceux qui proviennent de l'utilisation plus complète des capacités de production. Par ailleurs, l'intensification du capital est mise entre parenthèses : la dévaluation très forte, le coût du travail en baisse (suite à la crise, mais aussi à l'emploi de travailleurs non protégés, informels, moins rémunérés) rendent de nouveau compétitifs des secteurs en voie de disparition comme le textile, la petite mécanique. On assiste à une nouvelle phase de substitution des importations, dans des secteurs peu intensifs en capital, utilisant beaucoup de main-d'œuvre, et l'emploi croît fortement. À ces secteurs « ressuscités » s'ajoute la croissance de l'emploi dans le secteur de la construction (particulièrement élevée en 2005 : 35 %), dans celui du matériel de transport, dont les capacités de production utilisées avaient très fortement chuté, dans celui de l'hôtellerie et de la restauration (16 % en 2005), qui bénéficient à la fois de la récupération du pouvoir d'achat et de la hausse du tourisme grâce à un taux de change particulièrement attractif. Au total, du deuxième trimestre 2001 au premier trimestre 2006, l'augmentation de l'emploi, public et privé, formel et informel (non déclaré), a été de 2,748 millions de travailleurs (un peu moins si on ôte les 259 000 provenant des plans *Jefes*). Le taux de chômage, si l'on considère des « chômeurs » les bénéficiaires du plan *Jefes*, s'élève à 12,7% (Il arrivait à presque 22% en 2002).

En 2005, sur 100 emplois créés dans le secteur privé, 15,6 l'ont été dans l'industrie, 21,7 dans la construction, 24,9 dans les services aux entreprises et 34 dans les services aux personnes. On peut ainsi noter une forte orientation vers les services et une progression relativement faible des emplois dans l'industrie. Contrairement à ce qu'on observe depuis 2001, la création d'emplois informels est moins importante en 2005, ce qui n'est pas le cas en 2003 et 2004. Alors qu'on peut considérer que de mai 2001 au troisième trimestre 2005, un peu moins d'un emploi sur deux créés l'était au « blanc » (formel) et un peu plus d'un emploi l'était au « noir » (informel)¹⁰, en 2005, 68,5 % des travailleurs sont « enregistrés », 9,1 % sont salariés et ouvertement informels, 12,8 % sont des travailleurs domestiques et 22,2 % sont des travailleurs à leur « propre compte », non salariés par définition. La part des travailleurs « enregistrés » augmente. Signe d'une amélioration de la situation d'ensemble, pour la première fois depuis la reprise, le pourcentage des travailleurs à leur « propre compte » n'ayant pas de capital, « les informels de l'informel » régressent légèrement. C'est en effet là que se concentre la pauvreté extrême.

La majorité des travailleurs n'a pas accès à la sécurité sociale. Situation différente de ce qu'elle fut des années 1950 aux années 1980 ; elle est en quelque sorte un concentré de l'héritage des années Menem et de la Rua, de la crise et, dans une moindre mesure, de la croissance des emplois depuis 2002. Lorsqu'on compare le statut de l'ensemble des travailleurs entre le premier trimestre 2003 et le quatrième trimestre 2004, on observe une régression du pourcentage des travailleurs « enregistrés » (formels) qui passe de 41,3 % à 40,1 %, les « non enregistrés », eux, progressent de 30,4 % à 32,6 %, les travailleurs à leur « propre compte » régressent légèrement (de 22,5 % à 21,3 %), ainsi que les travailleurs familiaux (de 2,1 % à 1,6 %), les entrepreneurs, eux, augmentent légèrement (de 3,7 % à 4,4 %). Au total, l'ensemble des informels, compris au sens large, est plus important que les travailleurs enregistrés et cotisants, et progresse tout au long de cette période.

Lorsqu'on considère les différents secteurs, on observe que les trois quarts des nouveaux emplois créés en 2005 dans le secteur des services à destination des entreprises sont des emplois « enregistrés », ce qui n'est pas le cas des emplois dans les services aux personnes, où moins de 60 % sont enregistrés, dans l'industrie où un peu plus de la moitié le sont et dans la construction, enfin, où plus d'un tiers l'est¹¹.

Pour conclure sur ce point, il est indéniable que cette forte progression des emplois a contribué à diminuer la pauvreté, mais en supposant que le taux de croissance se maintienne à ces niveaux très élevés – ce qui est improbable, « toutes choses étant égales d'ailleurs » –, il est probable que la croissance de l'emploi ralentira pour deux raisons : 1. il y a de moins en moins de capacités de production oisives et, sauf dans de rares secteurs, la croissance du taux d'investissement au même rythme qu'en 2005 n'est pas assurée ; 2. les nouveaux emplois seront surtout créés dans des secteurs à intensité capitaliste plus élevée, aussi bien dans les services que dans l'industrie. Il résultera de cet ensemble d'évolutions une diminution de l'élasticité de l'emploi. Cela étant, des emplois en nombre suffisant pourraient être créés si le gouvernement entreprenait une politique de grands travaux publics à la hauteur des besoins et si parallèlement il investissait davantage dans la santé, délaissée ces dernières décennies, et dans l'éducation, enfin. C'est ce que nous verrons dans la seconde partie.

UNE CROISSANCE SANS REDISTRIBUTION

On aurait pu s'attendre à ce que les salaires progressent fortement avec la reprise économique, d'autant qu'ils avaient chuté sensiblement auparavant. Ce n'est pas ce qu'on observe.

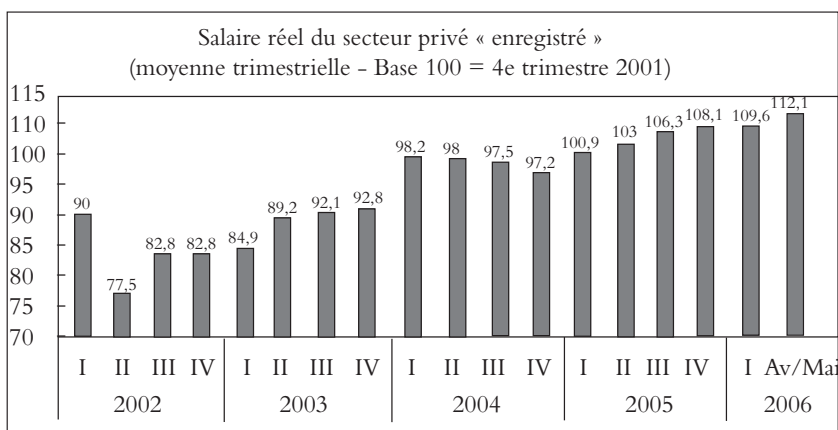
Les errements du coût du « panier de consommation de base »

Les chiffres sont éloquentes : en octobre 2000, il fallait travailler 187 heures et 16 minutes pour acquérir le « panier de consommation de base ». Au pic de la crise, il fallait, en janvier 2002, 196 heures et 12 minutes de travail pour acheter ce panier. Avec la reprise en janvier 2003, 317 heures et 22 minutes étaient nécessaires. Au début de la reprise, on observe un phénomène particulier, consistant en un décalage entre la crise qui s'inverse en croissance et ses effets qui perdurent : jusqu'en juin 2003, il faut plus de 300 heures de travail pour obtenir le panier de base. Ce n'est qu'en juillet de cette année que la courbe s'inverse plus nettement puisqu'il faut alors 240 heures et 57 minutes. En janvier 2004, il faut 179 heures, soit moins qu'en septembre 2000, ce chiffre est plus ou moins stable jusqu'en août et baisse brutalement en septembre (141 heures et 45 minutes). C'est dire que, de janvier 2002 (pic de la crise) à août 2004 (reprise forte depuis un an et demi), le nombre d'heures est à peu près le même alors que la croissance s'envole. De septembre 2004 à avril 2005, il reste plus ou moins stable (149 heures et 33 minutes). Il régresse substantiellement par la suite : en janvier 2006 il est, en effet, de 119 heures et 19 minutes. Le salaire minimum permettait d'acquérir 43,1 % de ce panier de base en janvier 2001, au plus fort de la crise, 30 % en août 2002, 29,7 % en février 2003, 52,3 % en janvier 2004 ; 63,5 % en janvier 2005, 85,4 % en juillet 2005 et enfin 79,6 % en janvier 2006.

Les salaires n'ont évolué ni au rythme de la croissance ni en phase avec celle-ci : le monde du travail a continué à souffrir de la crise au début de la reprise, et ce pendant plus d'un an et demi et a peu profité de la consolidation de la reprise. Ce n'est donc que par l'amélioration de la situation de l'emploi que la remontée du niveau de vie a pu s'opérer, tout au moins dans la première période.

Cette conclusion est confirmée par les données sur les salaires. Comme nous l'avons vu, il faut différencier les salariés selon qu'ils sont enregistrés ou non, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur public. Comme on peut s'y attendre, la montée des salaires réels est plus forte dans le secteur formel que dans le secteur informel, caractérisé par de petites entreprises ayant un taux de syndicalisation peu élevé, voire inexistant, et souffrant de précarité. Lorsqu'on prend la base 100 au premier trimestre de 2001, on observe une légère baisse des salaires *nominaux* des travailleurs du privé, qu'ils bénéficient ou non d'emplois formels, mais aussi de ceux du public, jusqu'en avril 2001. Les salaires nominaux des travailleurs enregistrés augmentent pour atteindre le niveau de 191,97 en janvier 2006, ceux des travailleurs non enregistrés atteignent le niveau de 136,19 et ceux du public 125,80, c'est-à-dire moins que dans le secteur privé informel... Ce qui est une surprise.

Ces salaires nominaux doivent être mis en rapport avec l'évolution de l'indice des prix à la consommation pour obtenir les salaires réels. L'indice des prix (base 100 en 1999) atteint en 2001¹² une valeur proche de 100 (99,78), pour atteindre le niveau de 124,33 en 2002, 141,05 en 2003, suite aux effets de la maxi-dévaluation. La hausse de prix ralentit ensuite (147,28 en 2004) pour s'accélérer en 2005 (167,48). Depuis 2001, la hausse des prix cumulée est de presque 70 %, avec deux pics en 2002 (25,9 %) et 2003 (13,4 %). La conclusion est simple : seuls les travailleurs « enregistrés » obtiennent une récupération de leur pouvoir d'achat, soit à peu près 23 points, ce qui équivaut à une augmentation de 12 % sur l'ensemble de la période (voir le graphique ci-dessous).



Source : graphique établi à partir des données de l'Indec

L'évolution des salaires *nominaux* des travailleurs « non enregistrés » n'a pas suivi celle des prix. La perte de pouvoir d'achat est importante puisque l'indice des prix atteint le niveau 167,48 en 2005 et leur rémunération nominale parvient à l'indice 136,19 (base 100 au quatrième trimestre 2001). La rémunération des travailleurs « non enregistrés » est donc, à quelques rares exceptions près, inférieure à celle des travailleurs ayant un emploi formel¹³. C'est d'ailleurs là que se concentrent les pauvres et ceux dont le niveau de revenu est proche du seuil de pauvreté¹⁴. La part consacrée à l'achat de produits alimentaires est plus élevée pour cette catégorie de travailleurs que pour ceux qui perçoivent un revenu plus important. L'indice des prix à la consommation n'est pas pertinent puisqu'il résulte d'une pondération entre les biens qui ne correspond pas à la structure de leurs achats. Il vaut mieux considérer l'indice des prix des produits alimentaires. Or ce dernier progresse plus rapidement que l'indice des prix à la consommation. L'indice 100 en 1999 atteint 181,61 en 2005, soit presque 14 points de plus que l'indice des prix à

la consommation. On peut déduire donc que la chute de leur pouvoir d'achat effectif a été encore plus importante. C'est ce qui explique que nombre de travailleurs argentins cherche à réduire la baisse de leur pouvoir d'achat en travaillant de plus en plus. Selon des enquêtes rapportées par *Página 12* du 24.05.2006, 39 % de la main-d'œuvre occupée travaille en moyenne 12 heures par jour...

Certes, cette chute n'a pas été la même pour toutes les catégories de personnel. Elle a varié selon la qualification et le secteur, les deux étant souvent liés. Ainsi, selon les données retravaillées par le Mecon, provenant de l'Afip et de l'Indec, alors que le salaire réel des travailleurs déclarés augmentait en 2005, par rapport à 2004, de 6,2 %, année de « rattrapage¹⁵ » relatif par rapport aux autres années, celui des travailleurs non déclarés augmentait de 5 % et celui des travailleurs du secteur public de 0,6 % seulement. La brèche dans la perte de pouvoir d'achat depuis 2001 s'est donc rétrécie pour les travailleurs informels salariés et marginalement pour ceux du secteur public. En se limitant aux seuls salariés informels, le rattrapage partiel du pouvoir d'achat perdu a été surtout important dans la construction (7,4 %), le commerce (6,6 %), faible dans l'industrie (2,8 %) et marginal dans les services aux personnes (0,6 %). Cette distorsion explique que, paradoxalement, ce sont les travailleurs les moins qualifiés, notamment ceux de la construction, qui ont « bénéficié » le plus de ce rattrapage relatif (9,1 %).

Ces évolutions les plus récentes expliquent que la distribution des revenus a été moins inégale entre 2004 et 2005. Ainsi, selon les mêmes sources, les 20 % les plus pauvres ont vu leur situation s'améliorer de 0.3 et les 20 % les plus riches, se détériorer, de manière relative, de 1.1 point. Tous les quintiles ont connu une amélioration de leur pouvoir d'achat (rappelons que la croissance a été de plus de 9 %), mais les plus pauvres davantage que les 20 % les plus riches, enfin, 80 % des foyers ont vu leur situation dans la distribution des revenus s'améliorer de manière relative.

Distribution personnelle des revenus (ménages) en 2004 et 2005

Quintile	Participation		
Total	100%	100%	Différ. en points
1	5,7	6	0,3
2	11,6	11,7	0,1
3	15,4	15,6	0,2
4	21,9	22,2	0,3
5	45,5	44,1	-1,1

Source : Mecon, Direccion nacional de programacion macroeconomica sur la base des données de l'Indec

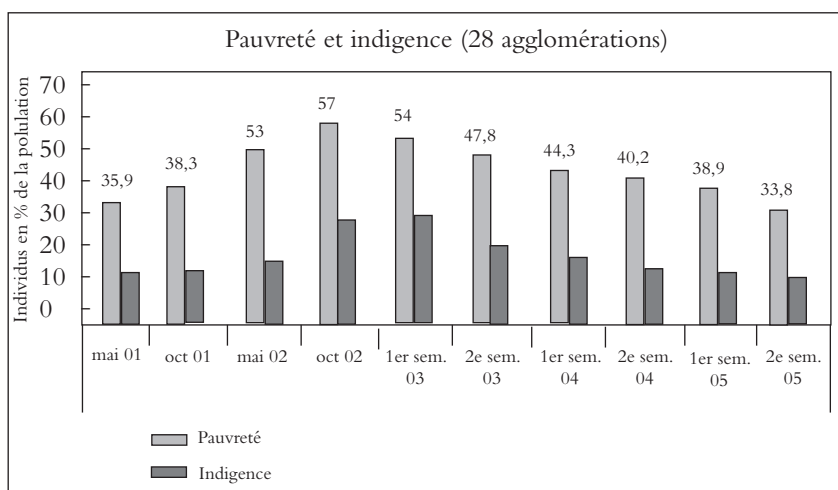
Il ne s'agit cependant que d'évolutions à la marge. L'Argentine a connu dans les années 1990 une forte régression dans sa distribution des revenus. D'une distribution personnelle des revenus qui la rapprochait de celle en vigueur dans les pays développés, avec un coefficient de Gini¹⁶ de l'ordre de 0.3 dans les années 1960 et 1970, elle a commencé à connaître, dans les années 1980, avec l'hyperinflation et la crise, et surtout dans les années 1990, avec le libéralisme sans retenue, une distribution des revenus voisine de celle des pays latino-américains, Costa Rica exclu... En ce sens, l'Argentine s'est bien « latino-américanisée ». Le coefficient de Gini atteint un niveau très élevé : 0.515 en 2004 et, avec l'amélioration marginale que nous avons indiquée, ce niveau passe à 0.497¹⁷, le rapport entre le revenu moyen des foyers du quintile le plus riche au quintile le plus pauvre passe de 18 à 16.

Évolution du taux de pauvreté

Avec les taux de croissance très élevés depuis 2003, on aurait pu s'attendre à une baisse plus franche du taux de la pauvreté¹⁸. Cela n'a pas été le cas. Alors que 3,5 % des personnes du Grand Buenos Aires étaient considérées comme indigentes en octobre 1994 et 16,1 % pauvres, ces données s'élèvent à 6,9 % et 25,9 % respectivement en octobre 1998. Les effets de la récession se traduisent par une élévation continue de la pauvreté extrême et de la pauvreté, le pourcentage des indigents atteint 12,2 % et celui de l'ensemble des pauvres 35,4 % à la veille de l'éclatement de la crise en octobre 2001. En octobre 2002, la pauvreté devient abyssale : 24,7 % pour les indigents, et plus de la moitié de la population est considérée comme pauvre avec 54,3 %.

Avec la reprise économique, ces chiffres baissent, mais moins rapidement que ce qu'on pourrait attendre d'une croissance élevée. Selon les données publiées par l'Indec, au premier semestre 2003, la population des indigents dans le Grand Buenos Aires s'élevait à 27,7 % et celle des pauvres à 54 %. Malgré la reprise, le pourcentage d'indigents s'accroît et la pauvreté reste stable. Au second semestre 2003, le pourcentage d'indigents baisse enfin, passant à 20,5 % et la pauvreté suit : 47,8 %. Au premier semestre 2004, la population indigente continue à baisser, mais elle représente encore 17 % de la population, le pourcentage des pauvres régresse plus lentement : 44,3 %. Au second semestre 2004, ces pourcentages sont respectivement de 15 % et 40,2 %. Au premier semestre 2005, ils continuent à fléchir et atteignent pour les indigents 13,8 % et pour l'ensemble des pauvres 38,9 %. Enfin, au second semestre 2005, dernières données disponibles, le pourcentage des indigents s'élève à 12,2 % et celui de l'ensemble des pauvres à 33,8 % dans le Grand Buenos Aires. L'évolution de la pauvreté et de l'indigence suit la même courbe dans les 28 plus grandes agglomérations urbaines argentines, comme on peut le voir

dans le graphique suivant. Les plans « *Jefes* » ont permis de diminuer le taux de pauvreté ainsi que le montre la comparaison entre les données de la pauvreté et de l'indigence dans ces 28 agglomérations avec ou sans plan « *Jefes* ». L'indigence, au second semestre de 2003, était de 20,5 % pour les individus et de 15 % au second semestre de 2004. Si ces plans n'avaient pas existé, ces chiffres auraient été de 23,5 % et 18,2 % respectivement. L'effet est moins élevé lorsqu'on considère l'ensemble des pauvres, ce qui est assez logique dans la mesure où ces plans sont surtout destinés aux plus démunis (ce qui n'exclut pas des pratiques clientélistes dans leur attribution). Ils sont de 47,8 % avec les plans « *Jefes* » et de 48,5 % sans ces plans au premier semestre de 2003 et au second semestre de 2004, 40,2 % et 40,9 %, respectivement.



Source : à partir des données de l'Indec

Il y a donc une baisse de la pauvreté, mais on reste loin des données de 1994. Malgré une croissance très soutenue depuis plus de 50 mois, la pauvreté se situe encore à un niveau extrêmement élevé. On aurait pu s'attendre à une baisse plus prononcée. De quoi dépend l'évolution de la pauvreté? Principalement de deux facteurs : le taux de croissance du PIB et la variation des inégalités. On sait que ce taux est élevé. Il pourrait difficilement l'être plus. Il est le produit d'une utilisation plus intensive des capacités de production et de la hausse du taux d'investissement. L'augmentation de l'emploi qui en résulte améliore le sort de ceux qui, retrouvant un emploi, reçoivent désormais un salaire. Nombre de travailleurs appartenant aux couches moyennes qui avaient sombré dans la pauvreté en perdant leur emploi franchissent de nouveau la ligne de pauvreté. Des catégories plus modestes, qui frôlaient cette ligne, la franchissent de nouveau en retrouvant un travail, voire en bénéficiant d'une récupération

de leur pouvoir d'achat. Mais nous savons que celle-ci est surtout limitée aux travailleurs « enregistrés » et profite faiblement aux autres, à l'exception de l'année 2005. La distribution des revenus reste, à quelques variations près, toujours aussi inégale. Seule la croissance agit donc positivement sur la pauvreté. La distribution des revenus a peu d'effet car elle stagne. C'est ce qui explique que la baisse de la pauvreté a été aussi modeste. Une récupération graduelle du pouvoir d'achat des travailleurs, non enregistrés principalement, modifierait la distribution des revenus vers moins d'inégalités et moins de pauvreté, à moins qu'on ne démontre qu'une hausse des revenus des salariés les plus démunis, qu'une hausse du pouvoir d'achat des travailleurs à leur « propre compte » bride la croissance... Bien que ce soit un « cheval de bataille » du courant le plus libéral, dans une économie qui reste encore relativement fermée¹⁹, en sachant que ces travailleurs ne sont guère dans le secteur ouvert à la concurrence internationale, cet argument manque de fondement scientifique.

Nous sommes donc en présence d'une « croissance à l'asiatique » qui conserve les aspects excluants hérités de la période ménémiste. La distribution des revenus évolue peu vers moins d'inégalités, elle conserve pour l'essentiel, à cet égard, les caractéristiques nées dans les années 1990. La baisse de la pauvreté, réelle, mais pas à la hauteur de ce que fut sa hausse, pourrait être une illusion d'optique due à la manière de la mesurer. Mesurée comme dans les pays développés, c'est-à-dire d'une manière relative²⁰, elle aurait peu diminué par rapport à 2002... et beaucoup plus augmenté par rapport aux années 1970.

Les leviers de la croissance

Il est temps de revenir sur les causes de la croissance. On peut trouver plusieurs raisons qui s'enchaînent les unes aux autres et mettent en place des cercles vertueux.

La maxi-dévaluation et l'abandon du plan de convertibilité rendent moins chères certaines exportations, notamment celles dont le prix n'est pas fixé en dollars ou en livres sterling, et favorisent donc leur essor. Il s'agit de tous les biens, hormis les matières premières, ce qui, dans le cas de l'Argentine, relativise cet effet. Mais la hausse du prix des importations provoquée par la maxi-dévaluation rend plus compétitifs certains secteurs en voie de disparition et qui avaient profondément souffert de la concurrence internationale dans les années 1990 : il s'agit de l'industrie textile, de la petite mécanique, mais aussi de la production automobile. Ces secteurs créent de l'emploi sur la base des capacités de production installées et en grande partie oisives. L'investissement nécessaire est faible et peut être financé à partir de ressources propres, ce qui permet de contourner l'obstacle créé par le blocage des institutions financières, devenues incapables de financer des projets, à la suite du *corralito* et du *corralón*

(gel des épargnes et « pesification »). C'est le premier cercle vertueux. Le second cercle vertueux, qui, chevauchant le premier, prend ensuite son essor, vient de l'augmentation de la demande dérivée de l'amélioration de l'emploi et de la baisse de la pauvreté du côté de la demande et du maintien des salaires à un niveau déprimé. Cette phase se caractérise par un retour à une substitution des importations qui, à la différence des années 1930 à 1970, se réalise dans le cadre d'une économie plus ouverte à l'économie mondiale, mais protégée, dans certains secteurs, par le nouveau taux de change. Vient ensuite le jeu conjoint de la hausse des salaires, de l'augmentation des emplois, de la hausse de l'investissement, de la reprise des crédits tant à la consommation qu'à l'investissement, à l'exception, nous l'avons noté, des entreprises multinationales. Cette hausse du crédit est rendue possible par la sortie du *corrallito* et du *corrallón* et par des taux d'intérêt relativement faibles, à la différence de ce qu'on observe au Brésil²¹. Le taux d'intérêt réel est quasi nul entre juillet 2003 et mars 2004 et augmente ensuite de manière modérée. À cet ensemble de facteurs, jouant tous dans le même sens, il convient d'ajouter les effets de la hausse des exportations à un double niveau : 1. l'essor des recettes fiscales qu'elle suscite donnant des marges de manoeuvre importantes au gouvernement ; 2. la hausse des revenus, surtout distribués (emploi et salaires) dans le secteur agro-alimentaire. Cette hausse est cependant faible dans les secteurs primaires agraire et énergétique, à cause du degré de mécanisation très élevé.

Recettes du gouvernement fédéral et solde primaire en % du PIB					
	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes	18,7	17,6	20,5	23,4	23,8
Soldes primaires	0,5	0,7	2,3	3,8	3,7
Soldes *	-3,3	-0,6	0,2	1	0,4

*Après paiement des intérêts de la dette publique

source : tableau construit à partir des données de l'INDEC

Pour avoir privilégié des intérêts particuliers et avoir suivi aveuglément les enseignements des thèses libérales, les économistes liés aux institutions financières n'ont pas su diagnostiquer cette croissance. Ils ont dénoncé le manque de confiance et de crédibilité dû au gel des avoirs bancaires (« une économie ne peut croître sans système bancaire », pensaient-ils, sans comprendre qu'il s'agissait d'une phase transitoire, nécessaire pour sortir par le haut des dégâts provoqués par le plan de convertibilité qu'ils avaient soutenu avec vigueur, et que cet obstacle pouvait être contourné temporairement). Ils ont milité

contre le gel des tarifs publics. Ceux-ci en étant calculés en dollars, leur valeur en pesos aurait dû augmenter avec la dévaluation. « On ne peut dénoncer des contrats », disaient-ils, oubliant que la plupart des entreprises multinationales n'avaient pas ou peu rempli leur cahier des charges et avaient utilisé une grande partie de leurs gains pour alimenter les caisses de leur maison-mère respective, en difficulté après la chute des cours en bourse au début 2000. Ces économistes ont lutté contre le *default* et le bras de fer avec le Fonds monétaire international, soutenant les intérêts des créanciers qui s'étaient pourtant très fortement enrichis lors des dernières années du plan de convertibilité avec des taux d'intérêt réels très élevés. Ils ont oublié la coresponsabilité du Fonds monétaire dans la politique suicidaire de la fin des années 1990, soulignant qu'on ne pouvait croître sans faire appel aux marchés financiers internationaux, justifiant la possibilité de payer par les forts excédents budgétaires et oubliant que, tout compte fait, le gouvernement payait considérablement²² (voir tableau *infra*).

En guise de conclusion

Au terme de cette présentation de la forte croissance argentine et de son caractère excluant, deux problèmes se posent : le premier concerne la durabilité de cette croissance, le second sa nature.

On a souvent caractérisé les régimes de croissance en Amérique latine comme étant marqués par une dominante financière. En allant plus loin, les économistes, dont nous sommes, ont montré le caractère rentier de ces économies et des comportements des investisseurs tentés par les hauts rendements procurés par les activités financières. À la différence des économies asiatiques, la finance déploie davantage ses effets pervers que ses effets vertueux en Amérique latine. Nous avons longuement exposé cette analyse dans notre livre, *Le Défi des inégalités*, et montré que ce comportement rentier expliquait les faibles taux d'investissement et la tendance à long terme à la stagnation, qu'on a pu observer en Amérique latine au long des années 1990 à nos jours, à la différence des économies asiatiques. Nous avons montré également que la croissance du PIB, faible en longue période, était fortement volatile.

La question qui se pose, face à la croissance soutenue du PIB argentin, est de savoir si celle-ci correspond à un cycle ascendant d'un *trend* modéré, voire stagnant, ou si elle correspond à l'amorce d'un nouveau régime de croissance. Il est trop tôt pour conclure, mais on peut observer cependant une augmentation significative du taux d'investissement en 2005 et des taux d'intérêt faibles, qui rendent en partie moins attractif l'investissement financier²³. Il reste néanmoins que ces investissements productifs ont été insuffisants, qu'il commence à y avoir des tensions sur les capacités de production dans certains secteurs, alimentant une légère reprise de l'inflation, et

qu'on peut s'attendre, pour 2006, à un ralentissement de la croissance, entre 6 et 7 %, sauf si la distribution des revenus devient moins inégale et que les investissements croissent à un rythme plus soutenu.

Le second problème concerne la nature de la croissance. Nous avons souligné certains de ses aspects excluants. Compte tenu de l'importance de la croissance et de sa durabilité, la question pertinente est : « Pouvait-on faire d'une autre manière ? » La réponse est : « Oui ». De nombreux exemples montrent qu'il n'y a pas qu'une seule voie et que « la pensée unique » tient davantage du dogme que de l'approche scientifique. Le premier exemple est celui de... l'Argentine, qui n'a pas suivi les préceptes préconisés par le Fonds monétaire international et les économistes de la City. D'autres exemples : en Chine, une croissance soutenue est compatible avec une augmentation forte des inégalités, en Corée du Sud, la croissance va de pair, depuis plusieurs décennies, avec une distribution des revenus assez équitable et des inégalités qui ne s'accroissent pas²⁴. Une autre question pertinente concerne la séquence des réformes : « Le frein sur les salaires, les dépenses sociales, les investissements publics sont-ils le seul chemin possible pour obtenir une croissance forte permettant, à terme, d'améliorer la situation de ceux qui ont payé un lourd tribut au libéralisme des années 1990 ? » Dit encore autrement : « Doit-on attendre et ensuite réparer une fois les fondamentaux rétablis ? »

Ce sont des questions importantes. Il serait erroné de laisser penser qu'on aurait pu à la fois augmenter les salaires et l'emploi, accroître les dépenses sociales plus fortement et obtenir le même taux de croissance, voire un taux plus élevé, et ce de manière durable. Rappelons que celui-ci atteint des sommets, difficilement dépassables sans surchauffé. Aussi la question se déplace : ce n'est plus le maximum de croissance qui est recherché, mais une croissance compatible avec une certaine idée de l'éthique, de la justice sociale et de la cohésion sociale. Au lieu d'opter pour la religion de la maximalisation de la croissance, n'est-il pas souhaitable, en termes de développement durable, d'avoir une croissance plus faible, mais qui consoliderait la cohésion sociale.

Les marges existent. Les négociations avec le Fonds monétaire international pour un traitement moins hétérodoxe de la dette publique le montrent, celles avec les États-Unis au sujet de l'Alca, celles enfin avec l'OMC également. Il y a des recettes en forte augmentation sans que pour autant ait été changé le système fiscal. Si, de plus, le système fiscal devait évoluer vers les systèmes en vigueur dans les pays européens, ces marges augmenteraient davantage. Le gouvernement, bien qu'ayant une politique hétérodoxe à de nombreux égards, est loin d'opter pour une politique keynésienne. Le budget reste ridiculement faible en pourcentage du PIB, délivrant peu de marges pour une amélioration de la santé, de l'éducation, de l'aide aux plus nécessiteux, des investissements publics significatifs dans les

infrastructures. On comprend que, malgré la croissance, les dépenses soient loin d'être à la hauteur des besoins. Elles chutent de manière relative et de manière absolue en peso constant. Selon *La Nación* (20.01.2006), reprenant les conclusions d'une série d'enquêtes et de rapports officiels, elles seraient en 2004 de 9 % plus faibles qu'en 1994 et de 11 milliards de pesos constants par rapport à la même date. Elles ont certes augmenté en 2005, mais la brèche reste très importante.

Hier, l'Argentine, l'« extrême-occident », aimait à se comparer avec les pays européens, mettant en avant la qualité de ses écoles, de son système de santé, de sa protection sociale. Aujourd'hui, la détérioration est telle que seule une politique volontariste, y compris et surtout au niveau budgétaire, pourrait permettre de « retrouver l'éden perdu ». Fût-ce au prix de quelques points de croissance, le prix à payer ne serait pas très lourd. La cohésion sociale en sortirait renforcée et il ne serait nul besoin de chercher à criminaliser les conflits sociaux.

NOTES

1. Les biens dont les prix sont contrôlés par le gouvernement représentent 40 % des biens composant l'indice des prix à la consommation.

2. Voir *Clarín* du 24/05/2006. Pour une étude comparative du déclin relatif de l'Amérique latine et de manière plus approfondie de l'Argentine, voir G. Palma : Palma G. (2004), « Flying – geese and lame-ducks : regional powers and the different capabilities of Latin America and East Asia to demand – to adapt and to supply upgrade – their export productive capacity », Oxford University, *Mimeo*, Oxford, publié en grande partie dans la revue *Tiers Monde*, 2006.

3. Lorsque la source n'est pas citée dans le texte, elle provient des publications du Mecon ou de l'Indec.

4. Rappelons que la balance des comptes courants est composée de la balance commerciale et de celle des services (paiement net des intérêts, versement net des dividendes et des profits rapatriés, remises nettes des transferts venant des travailleurs à l'étranger, tourisme, assurances, pour l'essentiel). Celle du compte capital inclut les mouvements des capitaux autres que les rémunérations des capitaux déjà en place.

5. En 2002, le solde positif de la balance commerciale, dû à la crise et à la chute consécutive des importations, a surtout financé des sorties de capitaux ; en 2003, ces sorties ont diminué de moitié, le service de la dette a également diminué suite à un accord avec le FMI, et les réserves ont augmenté ; en 2004, les fuites de capitaux ont continué à baisser et des capitaux sont arrivés de l'extérieur, attirés par la forte rémunération attendue, le service de la dette a augmenté et les réserves également ; en 2005 ce mouvement s'est poursuivi.

6. Une telle décision aurait provoqué il n'y pas si longtemps une tentative de coup d'État... , c'est dire combien elle rompait avec le style des négociations

traditionnelles. Rappelons qu'outre les pressions très fortes exercées par le FMI et différents gouvernements pour quitter la position de *default*, rejeter la « *quita* » ensuite, l'économiste en chef du FMI, suivi en cela par des « autorités » académiques comme feu R. Dornbush, proposait la mise sous tutelle de l'Argentine. Il aurait fallu appliquer à l'Argentine les modalités du chapitre XI réservé aux entreprises proches de la faillite, comme si un pays était comparable à une entreprise et pouvait licencier ses citoyens...

7. Les profits et les dividendes s'élèvent à 3,64 milliards de dollars et sont supérieurs au record de 1998. Au premier trimestre 2006, les transferts à l'extérieur triplent ceux du premier trimestre 2005 : 1,22 milliard contre 0,43 milliard de dollars dus surtout au secteur du pétrole (qui n'est pas obligé de rapatrier l'ensemble de ses recettes), mais aussi au secteur alimentaire et à la sidérurgie. Le réinvestissement de profits s'élève à 9,1 %, chiffre très faible, en deçà de ceux observés dans les années 1990. Voir dans *Clarín* du 2.07.2006, l'article de I. Bermudez. C'est ce qui explique que l'Argentine devienne importateur net de pétrole en 2008, voire en 2010, selon les estimations, faute d'investissements suffisants, voir *La Nación* du 31.07.2006.

8. Les capacités de production, au début de 2006, sont utilisées à 71 % en moyenne dans l'industrie, mais déjà dans certains secteurs elles le sont à 90 %. On peut distinguer les secteurs où cette capacité utilisée est élevée (aluminium, acier, textile), ceux où elles ne dépassent pas 60 % (l'automobile et l'électroménager), ceux, enfin, où elle est élevée mais où des investissements nouveaux ne sont pas entrepris (produits chimiques, plastiques et surtout industrie alimentaire). Source BNP, revue *Conjoncture*, juin 2006. Voir également J. Schvarzer : « Balance preliminar de la actividad productiva en el 2004. Un excelente resultado pese el default con expectativas promisoras », dans *CESPA*, n° 19, 2005, qui donne, branche par branche, les taux d'utilisation des capacités de production et les données du Mecon dans « *Cecimientos, empleos y precios* », n° 1, 2005.

9. De fait, la relation est un peu plus complexe et dépend aussi du lieu où se développe principalement le progrès technique : biens de consommation ou biens de production. Pour plus de détails, voir P. Salama et Tran hăi Hac : *Introduction à l'économie de Marx*, La Découverte, Paris 1992.

10. Comme le souligne I. Bermudez (*Clarín* du 9/04/2005), de nombreuses « perles » peuvent être notées : le secteur agricole déclare, par exemple, 290 000 travailleurs alors que tous les autres indicateurs révèlent l'existence de plus d'un million de travailleurs.

11. Pour plus de détails, voir « *Mecon : informe económico, ano 2005 y avance en el primero trimestre de 2006* ».

12. Rappelons que les années 1996 à 2001 se caractérisent par une inflation nulle et une situation quasi déflationniste.

13. Il en est de même pour les salariés du secteur public.

14. Les enquêtes effectuées en 2004 montrent que les salariés informels recevant moins de 150 pesos par mois (travail quasi gratuit) représentent

17 % de l'ensemble des informels salariés, ceux percevant entre 150 et 300 pesos : 27 %, ceux touchant entre 300 et 450 pesos représentent 11 %, cette proportion décroît ensuite à mesure que les tranches de salaire s'élèvent, à l'exception toutefois de la tranche 1000 pesos et plus, où il est de 7 % approximativement. Selon l'Indec, le salaire moyen des travailleurs ayant un emploi informel est en juillet 2006 de 440 pesos en moyenne, soit en deçà du salaire minimum (630 pesos) et représente 37 % du salaire moyen des travailleurs ayant un emploi formel. La brèche entre les salaires au « blanc » et au « noir » est dans son maximum historique. Voir *Página 12* du 08.08.2006.

15. Sans vouloir faire de la conjoncture, nous avons déjà observé ce rattrapage relatif lorsque nous avons analysé le coût en heures de travail du panier de consommation de base, l'année 2005, et plus particulièrement le second semestre, rompt quelque peu avec les autres années : on observe à la fois une augmentation significative des salaires nominaux et des prix, les premiers évoluant plus rapidement que les seconds. Nous nous interrogerons ensuite pour savoir s'il s'agit de l'annonce d'une nouvelle politique salariale ou non.

16. Le *coefficient de Gini* est un indicateur global des inégalités : on met en rapport les pourcentages de la population et les pourcentages du revenu distribué. Population et revenus, en pourcentage, forment les deux côtés d'un carré. Si par exemple 5 % de la population touche 5 % du revenu, 10 % touche 10 %, etc., on obtient une distribution des revenus absolument égale. Elle correspond à la diagonale du carré. La distribution des revenus est plus ou moins inégale selon les pays : 10 % de la population touche, par exemple, 5 % des revenus, 20 % reçoit 9 %, etc. On obtient ainsi une ligne qui reflète cette distribution des revenus. Elle porte le nom de *Lorentz*. La surface existant entre cette ligne et la diagonale, rapportée à la moitié de la surface du carré, constitue un indicateur des inégalités, nommé « Gini ». Plus la courbe de *Lorentz* se rapproche de la diagonale, moins la surface occupée entre cette courbe et la diagonale est grande et moins le Gini est élevé, et inversement.

17. Il est difficile d'avoir des données comparables sur une longue période car les techniques d'estimation ont changé en 2003, on est passé d'enquêtes ponctuelles à des enquêtes en continu.

18. La construction de la ligne de *pauvreté dite absolue* obéit à des principes simples. À partir d'enquêtes, on détermine la composition d'un panier de biens de consommation de base correspondant à un certain niveau de calories jugé essentiel pour la stricte reproduction de l'individu. Converti en prix, ce panier indique le niveau de revenu de stricte reproduction. Il permet de construire une ligne d'indigence. Les individus ayant un revenu inférieur au revenu défini par cette ligne sont considérés comme extrêmement pauvres. Multiplié par un *coefficient dit d'Engel* afin de tenir compte des besoins en logement, transports, etc., le revenu définissant la ligne d'indigence devient un revenu définissant la ligne de pauvreté. Si le revenu de l'individu, ou du ménage, est inférieur à ce seuil, l'individu, ou la famille,

est désigné comme pauvre, et si son revenu est en deçà de la ligne d'indigence, il est considéré comme pauvre extrême, ou encore indigent. Ces indicateurs ont plusieurs défauts qui sont autant de limites : on ne prend souvent en compte que les revenus monétaires, on fait fi des différents mécanismes de solidarité non marchands, on ignore la subjectivité des individus qui peuvent se sentir pauvres lorsqu'ils ne peuvent faire face à leurs obligations. Pour plus de détails, voir notre livre, *Le Défi des inégalités, une comparaison économique Asie/Amérique latine*, La Découverte, 2006.

19. L'économie argentine s'est ouverte depuis 1991, mais à un rythme voisin de la croissance du commerce mondial, soit deux fois celui du PIB, et elle reste encore relativement fermée. Cela étant, il est exact que la contribution à la croissance des biens « tradable » est plus importante dans la récupération actuelle que dans la période « post-tequila ». Selon le Mecon, en 2003-2004, cette contribution a été de 32,2 % contre 20,4 % en 1996-1998, avec la nuance dans le raisonnement que cet essor s'explique pour beaucoup par l'exportation importante de produits non industriels, provenant de l'énergie, de l'agriculture et de l'industrie agricoles.

20. Elle est en effet mesurée par référence à la distribution des revenus : sont pauvres ceux qui n'ont pas un revenu équivalent à la moitié du revenu médian. C'est pourquoi il est impossible d'éliminer la pauvreté dans les pays développés, on peut seulement l'alléger, car l'éliminer signifierait parvenir à une société strictement égalitaire, alors que, dans les autres pays, la manière absolue de mesurer la pauvreté signifie qu'elle peut être éliminée, comme on a pu le constater, par exemple, en Corée du Sud.

21. L'Argentine ne pratique pas une politique monétaire restrictive fondée sur la règle de Taylor, qui, à partir d'une approche monétariste de l'inflation, vise à la réduire par une politique de taux d'intérêt très élevés, au détriment de la croissance. Elle justifie cette politique par l'objectif lié à une recherche de crédibilité accrue auprès des institutions internationales et des marchés de capitaux, et par un calcul, critiquable conceptuellement, de la « croissance potentielle ».

22. Il est intéressant de remarquer que l'effort du gouvernement argentin en termes de budget est supérieur à celui du gouvernement brésilien. Le solde primaire brésilien est autour de 4,2 % de leur PIB, celui du gouvernement argentin se situe autour de 3,7 %. Le budget argentin pèse moins en pourcentage du PIB que celui du Brésil, 35 % contre 23 %. Si on rapporte les 4,2 par rapport aux 35 pour le Brésil et les 3.7 par rapport à 23, on obtient un effort de 12 % du budget pour le Brésil et de 16 % du budget pour l'Argentine. Ces chiffres relativisent les arguments de ceux qui considéraient que l'Argentine ne payait rien...

23. Encore faut-il nuancer : certains bons émis à l'occasion du *canje*, faisant suite à la *quita*, sont particulièrement attractifs (ils sont

indexés sur la croissance); par ailleurs, des capitaux reviennent se placer sur les marchés argentins, contrairement aux prévisions catastrophistes des économistes de la City.

24. Pour une analyse détaillée, voir notre livre, *Le défi des inégalités*, *op. cit.*